

PRÉPARATIFS DE «CONSTANTINE CAPITALE ARABE DE LA CULTURE»

Un «plan Marshal» pour rattraper les retards cumulés

La ministre de la Culture, qui affirmait, confiante, lors de l'une de ses visites à Cirta, qu'au moins 50% des projets inscrits dans le cadre de la manifestation «Constantine capitale arabe de la culture» seront réceptionnés au lancement de ce rendez-vous, pourrait revoir très vite «ses prévisions».

Même avec le recours au gré à gré dans l'octroi des marchés, pour un éventuel gain de temps et, ainsi, «échapper» aux péripéties liées au code des marchés publics, les projets inscrits dans le cadre de la manifestation en question cumulent des retards de plusieurs mois sur les délais contractuels impartis. Selon les estimations de la ministre de la Culture, Khalida Toumi, qui effectuait jeudi une visite d'inspection de plusieurs projets, le retard serait d'au moins

«cinq mois». Ainsi donc, si la situation actuelle, que Khalida Toumi a jugé d'inacceptable, demeure telle qu'elle est, indéniablement la ville des Ponts ne sera pas prête pour accueillir comme il se doit ce rendez-vous que la ministre n'a cessé de présenter comme étant «le projet de l'Etat algérien et non pas celui d'une personne ou d'un quelconque secteur».

Pour combler les retards cumulés, aussi bien dans la finalisation des études, l'installation des chan-

tiers ou encore le lancement des projets inscrits dans le cadre de «Constantine capitale arabe de la culture», Khalida Toumi a décidé d'une série de mesures à même, pense-t-elle, de remettre le train sur rails.

Aussi, en plus de suggérer la délivrance «d'ordre de service provisoire», — en lieu et place d'ODS en bonne et due forme — et ceci, à partir du moment, a-t-elle estimé, que les réserves émises sur les entreprises «ne sont pas suspensives», la ministre de la Culture a appelé les entreprises retenues pour la réalisation des différents projets de «doubler d'effectifs sur le terrain, de passer au régime de travail de deux équipes de 10 heures et d'imprégner aux travaux une cadence accélérée». Cela dit,

a-t-elle encore insisté lors d'une séance de travail, «le tout en veillant au strict respect des normes et de la qualité». En ce sens, a annoncé Khalida Toumi, une rencontre réunissant les entreprises et bureaux d'études impliqués dans ces projets se tiendra dans les prochains jours en vue de tracer un planning détaillé s'agissant des délais, ce qui permettra selon elle, un suivi réel et à temps de la situation.

Auparavant, la ministre qui inspectait le projet de réalisation d'une salle de spectacles «Zénith» de 3 000 places, confiée à l'entreprise chinoise CSCEC s'est dite en «colère» contre celle-ci et ses responsables et est allée jusqu'à les menacer de leur retirer le projet. La société a, en effet, arrêté les

travaux pour, confie-t-on, une affaire de non signature de contrat liant l'entreprise black-listée par la Banque mondiale, faut-il le rappeler à l'Etat algérien. Mais à entendre la ministre, il s'agirait d'une grève du personnel. «Il y a un contrat que l'entreprise a accepté. Dans ce pays, pour faire grève il y a une loi à respecter», a-t-elle dit.

Farid Benzaid

SANTÉ/ SÉMINAIRE RÉGIONAL DES DIRECTEURS DE STRUCTURES SANITAIRES

Pour l'harmonisation de la gestion des établissements de santé

L'Institut national de formation supérieure paramédicale (INFSP) de Sétif a abrité, la semaine dernière et durant trois jours, la première session du séminaire de formation au profit de 50 directeurs de structures sanitaires issus des wilayas de Sétif, Khenchela et M'sila.

Les objectifs de ce séminaire de formation, initié par le ministère de la Santé et de la Population, sont l'harmonisation de la gestion des établissements de santé, la rationalisation des dépenses et la rentabilité des ressources financières pour assurer une meilleure prise en charge des malades. Durant trois jours, les participants ont eu droit à une formation de

mise à niveau dans le domaine de la gestion administrative. «La feuille de route tracée par le ministère de tutelle concerne la formation des directeurs de l'ensemble des structures sanitaires (CHU, EPH, EPSP, EH, et EHS) pour l'harmonisation de la gestion des établissements de santé publique, et du coup, la rentabilisation des ressources financières

déployées par l'Etat afin de mieux prendre en charge les malades et améliorer la qualité des soins», a affirmé M. Bouchemal Abderrahmane, directeur de l'INFSP de Sétif.

Les encadreurs, des professeurs universitaires en économie de santé, ont concocté un riche programme qui comporte six principaux axes, à savoir le système d'information hospitalier (réseau informatique), le management des services publics de santé, la gestion des ressources humaines, notamment la formation des différents intervenants

dans l'établissement de santé publique, la gestion financière et comptable. Les organisateurs ont aussi introduit une nouveauté dans le programme du ministère en proposant aux participants, en séance d'interactivité, une rencontre avec un responsable de l'inspection de la Fonction publique de Constantine.

Notons enfin qu'un autre séminaire et qui concernera cette fois-ci les wilayas de Bordj Bou-Arréridj, Béjaïa et Jijel, débutera dans les prochains jours toujours au niveau de l'INFSP de Sétif.

Imed Sellami

EFFONDREMENT D'UN PLANCHER À LA VIEILLE VILLE DE ANNABA

Sept blessés dont deux gravement atteints

Six femmes et un homme ont été blessés dont deux gravement dans l'effondrement, jeudi en fin de journée, du plancher d'un immeuble en R+3 vétuste, situé à la rue de Tunis de l'ex-Place d'armes, de la vieille ville d'Annaba. L'une des deux femmes gravement atteintes, se trouve dans un état comateux. Dans sa chute, elle avait reçu sur tout le

corps, le bouillon d'une grosse marmite, dans laquelle on préparait le repas de la commémoration du quarantième jour du décès d'un parent. Présentant déjà une grande vétusté, le plancher de la chambre du premier étage, où étaient rassemblée une quinzaine de femmes, venues pour cette commémoration, n'a pas résisté à la charge. Il a entraîné dans sa

chute d'une hauteur de plus de trois mètres, une dizaine de personnes dont les six femmes et l'homme blessés à différents endroits du corps. Elles se sont retrouvées dans la salle d'un ancien café délabré, aujourd'hui abandonné. Les blessés ont été évacués par les éléments de la Protection civile aux urgences de l'hôpital Ibn Rochd alors que la

brûlée a été dirigée vers le service des grands brûlés de l'hôpital Ibn Sina. Cet effondrement n'est pas le premier du genre enregistré dans cette partie de la ville d'Annaba. Il y en a eu déjà plusieurs autres ces dernières années, où l'on a malheureusement enregistré des morts et des blessés.

A. Bouacha

OUM-EL-BOUAGHI

Les projets de développement à Aïn Zitoun passés au peigne fin par le chef de l'exécutif

Dans une sortie effectuée hier dans la commune de Aïn Zitoun, une localité située à 20 km au sud du chef-lieu de wilaya, M. Menaâ M.S, wali de la wilaya d'Oum-El-Bouaghi, accompagné d'une délégation composée essentiellement de cadres de différents secteurs, s'est rendu et s'est enquis sur l'avancement des projets inscrits dans cette commune.

Dans le chef-lieu de commune, la délégation s'est arrêtée au niveau du projet de réalisation d'un établissement scolaire du secondaire d'une capacité 800/200, dont le taux de réalisation dépasse les 80 %, cet établissement d'une belle architecture, sera fin prêt pour la prochaine rentrée scolaire.

Le secteur de l'habitat est concerné dans cette sortie par un programme de 70 logements de type LPL, qui seront incessamment attribués aux citoyens, après la fin des travaux d'aménagement extérieur et l'amenée de l'énergie électrique dont les travaux vont bon train. Là, le wali a demandé

aux responsables des secteurs de redoubler d'efforts pour loger les bénéficiaires, dont certains vivent dans des conditions difficiles.

A noter que dans cette commune qui fait l'exception, toutes les demandes de logements sont satisfaites et la commune enregistre un surplus. Cette commune, la plus grande de la wilaya sur le plan superficie, a eu le privilège de se voir attribuer un quota de 150 habitations rurales, le plus grand quota.

Deux mechtas, situées sur les hauteurs de Aïn Zitoun, ont bénéficié d'un forage d'une capacité de

100 m³ ; le chef de l'exécutif, pour exhauser les doléances des citoyens, a demandé de programmer une deuxième prospection pour rompre définitivement avec le problème de l'eau.

Le bourg El Fedjouj vit au rythme des travaux de raccordement de la localité au gaz de ville, en plus de l'ouverture d'une antenne administrative pour rapprocher l'administration du citoyen.

Le dernier point visité par la délégation concerne la réhabilitation du chemin communal reliant la localité de Echarchar à la RN 32, sur une

longueur linéaire de 12 km, qui a coûté près de 30 millions de DA .

Avant de clôturer cette sortie, le chef de l'exécutif a rencontré des représentants des différentes mechtas, qui ont soulevé des doléances socio-professionnelles. Les inquiétudes des citoyens ont gravité autour du problème de l'habitat rural, l'eau potable, les pistes et les titres de concession agricole. A chaque fois qu'un secteur est touché, le wali fait appel au responsable du secteur pour éclaircir la situation aux citoyens.

M. C.

GUELMA

Le maître-chanteur d'une jeune femme de 23 ans neutralisé

Une femme, âgée de 23 ans, se trouve dans l'embarras cette semaine après avoir été victime de chantage de la part d'un jeune homme de 19 ans, originaire de Guelma, qui lui réclamait de l'argent en espèces.

La victime aurait déjà payé une somme à cet individu, afin de l'empêcher qu'il publie des photos compromettantes sur des réseaux sociaux, indique un communiqué de la Sûreté de la wilaya de Guelma. Sans tenir compte des conséquences et après mûre réflexion, la jeune femme a eu le courage de déposer une plainte pour escroquerie et chantage auprès des services de police, a indiqué la même source.

Le jeune indélicat a demandé, dans un premier temps, une somme d'argent plus ou moins importante, avant d'exiger plus tard un montant plus élevé, précise une source proche de l'enquête. Selon le même communiqué, le prévenu a été arrêté par les éléments de la police judiciaire en flagrant délit, alors qu'il s'apprêtait à récupérer l'argent chez la victime. Il a été aussitôt présenté devant le magistrat instructeur près le tribunal de Guelma, ce dernier l'a placé en détention provisoire. Avec l'apparition de ces nouvelles formes de délinquance, peut-on dire aujourd'hui que la société algérienne risque d'être confrontée au «chantage à la sex-tape», une vieille technique orchestrée par les maîtres-chanteurs les plus répugnants, dans des pays occidentaux.

Noureddine Guergour